

Actualité des luttes : Interview avec le Syndicat des gardiens et gardiennes de troupeaux.

Cet article est une transcription revue et adaptée par des membres du SGT d'Ariège, d'un entretien réalisé en décembre 2024 par l'Actualité des Luttés. ADL est un collectif qui produit une émission de radio sur Fréquence-Paris-Plurielle 106.3fm. Une émission du mouvement social dans toute sa diversité, en invitant les protagonistes qui sont à la base des luttes mais aussi les auteurs de livres, d'écrits critiques et d'expressions culturelles engagées.

Le Syndicat de Gardiens de Troupeaux est un syndicat de salariés : de bergers, vachers, chevriers qui existe depuis 2019, déjà présenté dans le numéro 9 de Nunatak.

ADL a pu revenir sur les réalités d'un monde agricole trop souvent abordées à travers ses exploitants, et considérées comme un bloc relativement homogène. Partir du point de vue du SGT permet de mettre en lumière une autre réalité sociale de la production agricole : le rapport employeur / employés. Les membres du SGT mènent un travail politique qui semble nécessaire pour construire une conscience de classe en agriculture, seul moyen de penser des perspectives émancipatrices concrètes pour la production agricole.

Au début de l'année 2024, les agriculteurs se mobilisent à travers des manifestations et des blocages routiers pour dénoncer les réglementations dont ils et elles s'estiment les victimes : baisse des revenus, hausse des charges, fiscalité, concurrence imposée par les accords de libre échange. A l'automne suivant, les rassemblements reprennent, cette fois pour dénoncer la signature d'un accord de libre-échange entre l'UE et les pays du MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, Bolivie). Par la voix de sa secrétaire générale Sophie Binet, la CGT a soutenu à ces mouvements. La situation lamentable des salarié.e.s de l'agriculture n'était pourtant pas à l'ordre du jour. Pire, le droit du travail fait partie des "normes" dont les exploitants aimeraient pouvoir s'affranchir. Souvent interrogés sur leur soutien à "la grogne" des agriculteurs, les membres du SGT ont souhaité saisir l'occasion des mobilisations anti-MERCOSUR pour dénoncer leurs propres conditions de travail.

ADL : On voudrait revenir avec vous sur le « mouvement des agriculteurs » qui s'était déroulé en 2024. Est-ce que vous y avez participé, et pour quelles raisons ?

C : On n'y a pas participé et on a affirmé qu'on n'y participerait en aucun cas. C'est un mouvement qui révèle le fait que la lutte des classes existe bel et bien en agriculture, contrairement à ce qu'on pourrait penser. Que ce soit dans la presse ou chez un certain nombre de militants de gauche (y compris dans les rangs de la CGT), on a tendance à véhiculer l'image d'un milieu [l'agriculture] qui serait un peu à part, qui échapperait aux rapports de production tel qu'on peut les définir dans l'industrie, avec des patrons et des exploités.

D'abord, quand on parle d'agriculture on a l'habitude de parler des chefs d'exploitation agricole, alors que toute une partie de la production est assurée par les salariés. Et quand on parle d'exploitation en agriculture, on oppose d'abord les « gentils petits paysans » et les « méchants gros exploitants industriels ». Pourtant les revendications portées de manière relativement unanime dans ce mouvement sont partagées par les gros et les petits. Elles concernent surtout le niveau des revenus et l'abaissement des « normes ». Il s'agit de normes

environnementales et sociales, on comprend bien qu'on n'a aucun intérêt à voir ces normes abaissées en tant que salarié.e.s.

D: Il faudrait arrêter d'utiliser le terme de mouvement d'agriculteur. C'est un mouvement d'exploitants agricoles. Dans le monde agricole, il y a plusieurs positions vis à vis des moyens de production. Il y a ceux qui les possèdent, il y a ceux qui vendent leur force de travail pour pouvoir vivre. (...) D'après les données de l'AGRESTE, l'institut qui produit des statistiques sur l'agriculture en France, on aurait à peu près 38% de salariés parmi les actifs agricoles. Je parle en « équivalent temps plein », car il y a aussi beaucoup de contrats courts et de travail saisonnier (30 % des salariés agricoles). Malgré ces chiffres, les salariés restent invisibles et on ne parle de l'agriculture qu'à travers leurs employeurs.

C: On peut aussi préciser que suite à la première vague de mobilisation, les exploitants ont réussi à obtenir un certain nombre « d'avancées ». Des avancées qui sont loin d'être des avancées pour le salariat agricole. On pense en particulier au fait de faire reconnaître l'agriculture comme « secteur en tension ». C'est un statut qui facilite le recours à des travailleurs étrangers toujours plus précarisés. On sait déjà que la situation des travailleurs détachés¹ est désastreuse. Aujourd'hui, ce sera encore plus facile d'aller chercher un salariat toujours plus précaire, comprimer toujours plus le coût du travail. Déjà, considérer le travail comme un simple « coût » et comme une variable d'ajustement, ça dit quelque chose de la manière dont on aborde la production. On est bien sur une grille de lecture libérale ; sur les fondamentaux de l'économie capitaliste. En plus du recours aux travailleurs étrangers, les exploitants se sont aussi vus accorder un certain nombre de « simplifications ». On n'a pas en tête le détail de ces « simplifications », mais on sait que c'est rarement une bonne nouvelle pour les salarié.e.s, puisque tout ce qui concerne notre protection sociale est considéré comme trop « complexe ».

ADL : Est ce que vous pouvez nous donner un peu une image de ce que c'est que le monde des salariés agricoles ?

B: Il faut dire un truc, c'est quand même un boulot ou le prolétariat est relativement isolé. C'est à dire qu'on se retrouve souvent seul.e à travailler avec un patron qui évite de se positionner comme un patron, même si c'est bien lui qui décide. Il y a un rapport paternaliste aux salarié.e.s, peut-être les vestiges du temps de l'exploitation familiale et des domestiques de ferme. Nous en face, soit on est seul, soit on est une poignée de gens assez mobiles. Ça rend l'organisation plus compliquée.

Chez les gardien.ne.s de troupeaux, on est même dans une situation encore plus bizarre où on est l'unique salarié.e de plusieurs éleveurs. Autant dire que le rapport de force nous est plutôt défavorable.

On peut assez vite développer une certaine proximité avec nos employeurs et avoir l'impression qu'on fait le même métier. Ça contribue à flouter totalement les rapports d'exploitation et de domination. Tes patrons sont des interlocuteurs directs, parfois des potes, des voisins, ou même des fois des gens qui te logent presque chez eux, dans une annexe, ou dans une caravane sur leur ferme. Parce que le salariat agricole c'est souvent du travail saisonnier, on est amenés à se déplacer, parfois loin de chez nous. Ça aussi ça participe à notre isolement. Quand on a posé tout ça, c'est facile de s'imaginer que le discours dominant c'est celui de nos employeurs, on est absorbés dans leur rapport au travail et à la production, et on a facilement tendance à

¹ On a voulu des bras mais ce sont des humains qui sont venus, petit récit d'une exploitation agricole moderne, le « travail détaché », Nunatak N°7.

intérioriser ces discours là. C'est là qu'il y a un enjeu pour nous à nous organiser à construire notre propre discours et notre propre rapport au travail. C'est le rôle du syndicat, entre autres. Se battre contre notre précarité, c'est déjà pouvoir la nommer. Bien sûr que les exploitants ont des galères. Mais l'empathie qu'on peut avoir pour eux ne doit pas nous couper de nos collègues. On a le droit d'avoir aussi de l'empathie pour nous mêmes.

C: On est dans une société où le travail n'a plus beaucoup de sens. Parce qu'il se rapporte à une activité qui est surtout liée à la génération de profits pour produire des choses plus ou moins utiles. De fait dans l'agriculture, le rapport à ce qu'on produit est quand même beaucoup plus palpable. Il y a un peu ce côté où, quand tu travailles en agriculture, tu t'attaches au sens, dans une certaine mesure et avec beaucoup de guillemets, tu trouves une certaine satisfaction, en tout cas dans le lien à ce que tu produis. En tout cas c'est ce que je ressens en tant que bergère, et je ne dois pas être la seule parce qu'il y a tout ce blabla autour du « travail passion ».

Il faut dire aussi qu'on n'est pas toutes et tous passionnés par notre travail, notamment dans d'autres secteurs de la production agricole. Il y a des gens qui arrivent là parce que le marché de l'emploi ne leur a rien laissé d'autre. Il y a aussi de la précarité dite « choisie », c'est une expression qu'il faut dénoncer. On peut développer tout un enrobage théorique autour d'un « mode de vie », de la liberté qu'on aurait en ne travaillant pas tout le temps, mais la question c'est de savoir entre quoi et quoi on avait « le choix ». On sait très bien que beaucoup de choix sont des non-choix.

Pour en revenir aux gardiens de troupeaux, il y a beaucoup de personnes en reconversion ; qui accordent une grande importance à une forme de rétribution symbolique, dont je parlais juste avant.

C'est à dire qu'ils ne sont pas forcément valorisés par leur employeur, mais ils ou elles se disent « Bon, je fais un truc qui a du sens, et c'est pas grave si je dors dans ma bagnole, si je n'ai pas d'eau potable parce que je fais quelque chose qui me plaît. » Le problème de ce discours sur la passion et la rétribution symbolique, c'est qu'il efface complètement des questions qui sont quand même essentielles : comment et pourquoi on travaille ? Est-ce qu'on peut bosser dans les meilleures conditions possibles pour nous, pour les animaux ? Est-ce que notre travail est utile ? Et surtout, est-ce qu'il nous permet de vivre dignement ?

Mais prendre la parole pour nous mêmes, c'est quelque chose qui nous est reproché. Là encore, le fait que le regard soit rivé sur les exploitants pose une difficulté : on parle de nous, de nos conditions de travail, et on nous répond « vous êtes méchants avec ces pauvres agriculteurs », « vous allez tuer le métier ». Comme si on était responsables de leur situation, simplement parce qu'on ose parler de nous sans forcément ajouter « mais c'est vrai qu'on les plaint ». On s'est assez justifiés, on ne peut pas passer notre temps à nous excuser, on ne peut pas nous effacer toujours devant leur nombrilisme. L'empathie qu'on donne, quand est ce qu'on la reçoit ? En fait ce qu'on nous reproche, c'est de sortir du rôle de domestique docile qu'on nous a assigné, ce domestique pour lequel « on a tellement fait » et qui trahit son papa, son patron.

ADL : Et vous, vous essayez de faire en sorte de visibiliser cette question du salariat agricole ?

B: Oui, c'est une des premières missions qu'on se donne. Visibiliser les salariés agricoles, les travailleurs saisonniers, les travailleurs détachés, les travailleurs sans papiers, bref les travailleurs précaires en tous genres. Sur ces différents statuts on a du mal à avoir des chiffres précis. Rien que pour les gardiens de troupeaux, on a du mal à savoir combien on est. On estime qu'on est environ 1500 gardien.ne.s de troupeaux

salarié.e.s en France², mais on n'est pas vraiment recensé, à notre connaissance. En tout cas on n'a pas réussi à obtenir de chiffres précis de la part de la MSA. Pareil pour le recensement des accidents du travail, on est très mal informés. Donc on essaie à notre échelle de garder une trace des accidents qui nous sont signalés et de leurs conséquences. Pareil pour tous les types de violences qu'on peut subir. On fait ça, à la fois pour pouvoir se défendre, mais aussi pour pouvoir construire une vision réaliste de notre travail, à la fois de son ampleur (combien on est) et des conditions dans lesquelles on l'exerce. Une chose est sûre et documentée, les cas de suicide au travail sont plus nombreux chez les salarié.e.s agricoles que chez les agriculteurs exploitants³.

D: Pour revenir à notre rapport à nos employeurs, on peut dire qu'il y a une typologie du patronat agricole. Pour faire simple, d'un côté, le patronat réactionnaire et libéral, type Coordination Rurale ou FNSEA . De l'autre côté, un patronat agricole qui se dit progressiste comme la Confédération Paysanne. On va mettre là dedans à peu près tous les collectifs qui se définissent comme paysans. Des qu'on te parle de « collectifs paysans » ou de « collectifs de travailleurs paysans », derrière tu as des petits exploitants et des petits propriétaires, et donc ceux là aussi participent à l'invisibilisation des salariés agricoles parce que leurs intérêts et leurs enjeux, ce n'est pas une lutte de classe, mais c'est la concurrence avec les gros exploitants. Ils déplacent le curseur de la conflictualité, et nous, on n'existe pas là dedans. La conflictualité de classe entre ceux qui possèdent les moyens de production et ceux qui n'en possèdent pas, ça n'existe pas pour eux. Ils tiennent à se dire paysans et rejettent le terme d'exploitant. Il y a la création de cette notion, un petit peu hors sol, de cet imaginaire, de cet idéal déconnecté de la réalité (pas conscient pour tout le monde). Mais en tout cas le résultat est que le salariat agricole n'existe plus. Alors on est obligés, nous, de le faire émerger et de le faire exister en leur rentrant un petit peu dans la gueule de temps en temps.

B: Parmi ces exploitants là, il y a beaucoup de gens qui veulent se distinguer des exploitants agricoles conventionnels. Souvent, il y a quand même chez eux une culture politique plus ancrée à gauche, mais une gauche petit-bourgeoise qui défend son statut de propriétaire privé des moyens de production. Mais de fait, même lorsqu'ils sont plutôt « petits » – et il faudrait voir ce qu'on entend par « petit » en 2025 – ils accèdent à la propriété, et ils deviennent employeur de main d'oeuvre. Au moins de manière saisonnière. Ou ils ont des stagiaires ou des woofers. C'est vrai qu'ils sont précarisés dans leur rapport aux distributeurs, aux banques, bref aux structures du capital. C'est vrai qu'ils sont mis en concurrence les uns avec les autres, et qu'ils n'ont plus réellement les mains libres sur l'organisation de leur travail. Mais ça c'est la suite logique du modèle de production capitaliste : la prédation de la grande bourgeoisie qui bouffe la petite. C'est autre chose que de

2 Le Ministère de l'Agriculture et de l'alimentation estime qu'on serait plutôt aux alentours de 3000. Voir le document du Plan National d'actions sur le loup et les activités d'élevage 2018-2023 : « Améliorer l'attractivité du métier de berger et sa reconnaissance ». Le Service de la statistique et de la prospective du ministère chargé de l'Agriculture recense les salariés agricoles des différentes catégories (permanents ou saisonniers) selon le type d'exploitation (ovins/caprins, bovins...), mais la sous-catégorie des bergers salariés n'est pas mentionnée. Le document du ministère de l'agriculture se base sur les témoignages des gardien.ne.s de troupeaux eux-mêmes ainsi que sur les données des services pastoraux pour fournir une estimation.

3 "Infostat Suicide", 2021 : ***La mortalité par suicide au régime agricole : une préoccupation majeure pour la MSA*** " Les résultats montrent que les assurés agricoles ont un risque plus élevé de décès par suicide que la population générale. Les personnes affiliées au régime agricole, consommant des soins et âgés de 15 à 64 ans, ont un risque de mortalité par suicide supérieur de 43,2 % à celui des assurés tous régimes de la même tranche d'âge. **Ce sur-risque est de 36,3% pour les non-salariés et atteint 47,8% pour les salariés agricoles.** "

l'exploitation a proprement parler. Et justement on aimerait qu'ils se rendent compte que ce système est mauvais pour eux aussi. A terme ils redeviendront *prolo*, c'est mathématique. Donc au lieu de nous invisibiliser, ils devraient s'intéresser un peu à nos luttes. La première étape c'est de sortir du déni et d'assumer leur place d'exploitants agricoles, puis d'assumer les rapports d'exploitation entre exploitants et travailleurs.euses. On le dit tout le temps, il y n'a pas de jugement moral là dedans, c'est juste une analyse matérialiste.

ADL : J'aurais besoin d'un petit éclairage de votre part sur les enjeux qui sont mis en avant par la signature du Mercosur.

D: Le Mercosur, c'est des traités commerciaux qui ont été négociés par la grande bourgeoisie agricole européenne et la grande bourgeoisie agricole en Amérique du Sud pour établir des échanges et pour faire du profit international. C'est un accord entre grands monopoles internationaux. Ça va pas plus loin que ça. Et la réalité pour les salariés agricoles c'est que dans les traités qui sont signés, il n'y a rien sur le traitement social de la main d'œuvre. C'est les bases du libre échange et de la mondialisation. C'est ce que met en place le capitalisme mondialisé. Je ne pense pas que les salariés aient un intérêt à suivre des mouvements de contestation menés par des patrons ou même des petits patrons, ce n'est pas un combat qui les concerne à titre collectif.

B: Le Mercosur existe depuis 20 ans, même un petit peu plus. C'est juste un traité de libre échange qui aujourd'hui, est axé sur le fait de baisser encore plus les droits de douane. Ça serait un truc de guerre économique, de guerre industrielle. Mais la guerre c'est toujours pareil, ça sert jamais aux prolos. Parce qu'en réalité, c'est pas - d'un coup le Mercosur arrive, et il y a l'ouverture des frontières - c'est un processus très, très long et ça fait longtemps que ça existe. Une des conséquences du capitalisme, c'est une division toujours plus poussée du travail. Plus on avance, plus des lieux sont assignés à la production industrielle, d'autres à la production de services, et d'autres à la production agricole. En quelque sorte, cette division là se mondialise. Ça coûte moins cher d'importer des bœufs qui viennent d'Amérique latine, plutôt que de subventionner une agriculture raisonnée et diversifiée en France. On a souvent entendu les agriculteurs dire que dans ces pays là on produisait pour beaucoup moins cher. On ne les a pas beaucoup entendu interroger le pourquoi du comment. Nous en tant que syndicat c'est ces questions là qu'on veut poser : dans quelles conditions on travaille et on produit ? Qu'est ce que ça coûte humainement de diminuer toujours plus le coût du travail pour des logiques concurrentielles ?

C: Du côté de la Conf la question écologique est souvent mise en avant. Bon, pour commencer je suis toujours dérangée qu'on pense à parler de pesticides avant de penser aux travailleurs et travailleuses qui les respirent toute la journée pour des salaires de misère. Ensuite, c'est bien de dénoncer la dévastation de l'environnement, mais quand on fait ça sans dénoncer le modèle capitaliste en lui même, on laisse croire qu'un capitalisme vertueux, peut exister. C'est tout le bullshit qu'on peut entendre autour du capitalisme vert. Comme si les besoins d'expansion du capital pouvaient se brider eux même au profit d'une production qui serait vertueuse. C'est pas comme ça que fonctionne le capitalisme. Y croire c'est non seulement illusoire, mais c'est dangereux. On perd un temps que l'on n'a pas en persistant à croire qu'il y a un plan B, un plan C, un plan Z à l'intérieur du capitalisme. L'enjeu de l'écologie, c'est quand même de reprendre la main sur la production pour décider collectivement de ce qu'on produit, et de comment on le produit. Et si on veut faire

ça, il faut arrêter de chercher par tous les moyens à nier les rapports de classe et désigner les choses telles qu'elles sont, observer les rapports de production : qui possède le capital qui ne le possède pas, qui produit la valeur, c'est les travailleuses et les travailleurs. On a plus que jamais besoin d'une conscience de classe. On ne ramènera pas le capital à la raison.

ADL : Comment est ce que vous vous placez au sein de ce monde politique là ? Avec qui, par exemple, vous avez l'habitude de travailler, et avec qui vous aimeriez bien travailler ? Ce serait quoi pour vous les perspectives à mettre en avant et à essayer de faire vivre dans ce monde agricole qui n'est pas dénué de conflictualité ?

B: Nous, on veut travailler avec tous les prolétaires contre les patrons pour la révolution mondiale.

C: Si on en revient à la conscience de classe, on doit s'unir à tous les exploités. Bien sûr, on doit procéder par étape et à notre échelle. Donc il y a d'abord l'enjeu de rassembler les ouvrières et les ouvriers agricoles, quel que soit leur production. La suite logique c'est de se rapprocher des salariés aussi de l'agro-industrie. On appartient à la même fédération à la CGT, mais entre appartenir à une fédération, et se connaître, s'organiser réellement ensemble, il y a du travail. Et puis il y a aussi tout un enjeu autour de la précarité et des chômeurs. En tant que saisonniers, on est par essence précaires. Et si on sort un peu de la question de la production agricole pour aller vers une approche plus interpro, on peut créer du lien aussi entre tous les précaires qui sont de plus en plus nombreux dans tous les secteurs. Il semblerait logique qu'on s'organise avec l'ensemble des saisonniers et pourquoi pas des intérimaires. Je pense donc aux camarades des comités chômeurs, interim et saisonniers de la CGT, avec lesquels on commence à travailler.

D: On va pas faire de village de Schtroumpfs avec la Confédération paysanne. C'est pas l'objectif.

B: On joue sur le rapport de force. Même si on est un peu confinés à des actions défensives : on est dans un secteur où les employeurs sont tellement habitués à ne rencontrer aucune résistance, que le fait de s'organiser c'est déjà un choc pour eux. Le fait de réclamer des négociations sur nos conditions de travail c'est un début. Il y a aussi les prud'hommes. Réussir à envoyer des employeurs aux Prud'hommes pour vraiment commencer à foutre la trouille à tout le monde. Que l'impunité cesse. On se réapproprie le droit du travail. On cherche à conscientiser notre position pour sortir de cette empathie pour nos exploités qui nous confine à l'inaction. Conscientiser l'exploitation c'est commencer à pouvoir se défendre.

ADL : Ce qui est intéressant dans votre discours, c'est que vous l'articuler autour de la place que vous avez au sein des rapports de production et non pas spécifiquement en fonction du domaine de production.

C: On a une lecture matérialiste des rapports sociaux, et on les pense en termes de lutte des classes.

Aujourd'hui on est sur des luttes défensives, on essaie de se protéger les uns les autres. C'est déjà essentiel. Mais on arrive aussi à un moment où il faudra qu'on ait constitué des forces suffisantes pour faire cesser les attaques. Dresser le bouclier ensemble c'est déjà énorme.

Maintenant, il nous appartient de signifier à tous nos comparses et compères, que notre force existe, qu'on peut la déployer et que le travail nous appartient, que la production nous appartient. Et le jour où on franchira ce cap, on pourra espérer construire complètement autre chose.

Anéantir les rapports d'exploitation, c'est aussi laisser beaucoup plus d'espace aux luttes qui se mènent avec la lutte des classes mais avec une certaine autonomie : les luttes féministes, antiracistes, décoloniales, anti-validistes. Bref, toutes les luttes émancipatrices qui gagnent à voir le capitalisme par terre. Donc, il y a aussi toutes ces questions là sur lesquelles on a du travail. Autant dire qu'on a beaucoup de travail.

ADL : Si on regarde bien le discours qui a été porté véritablement dans les médias, finalement au delà d'un « bien produire », qui est finalement une notion un peu floue dans laquelle on ne sait pas quelles vont être, par exemple, les conditions du salariat agricole qui va produire, c'est aussi le patrimoine de la France, son agriculture. Et il y avait un espèce de petite atmosphère un peu patriotique.

C : Oui le fait de produire français a été mis en avant. On ne peut pas aller contre l'idée de produire notre alimentation le plus localement possible, c'est une évidence. Par contre, la mondialisation ne les dérange pas quand il s'agit d'exporter de la viande de cheval, des céréales ou du vin. En fait il n'y a pas d'opposition de principe, d'opposition politique à la mondialisation des marchés. La FNSEA est même carrément pour. En gros, tant qu'ils gagnent, les règles du jeu leur conviennent. Et dès qu'ils commencent à perdre, ils veulent arrêter de jouer.

Sur les ronds points on a vu des pancartes de la FNSEA et des JA qui disaient « notre faim sera votre fin ». Donc effectivement, en terme d'image, il y a ce truc où les agriculteurs aiment rappeler que c'est eux qui nous nourrissent. Mais ce slogan est d'une naïveté terrible, c'est la preuve d'une méconnaissance totale du fonctionnement du capitalisme à l'ère mondialisée. Dans l'absolu, on peut très bien produire un tas de trucs de manière ultra industrialisée aux quatre coins du globe et ne pas du tout crever de faim. C'est-à-dire que leur fin ne sera pas forcément notre faim. Ce serait un désastre écologique, humain, social. Mais ce slogan là, il ne tient pas debout.

D : Avant de passer à la question suivante, j'aimerais repasser par la question des normes pour préciser que le patronat agricole français n'a pas attendu le Mercosur pour agir sur les normes. La destruction des normes sociales et environnementales en agriculture, c'est un long travail qui a démarré dans les années 60. Si on prend 99, c'est la première fois qu'on invente le terme de 'travailleur occasionnel' en agriculture. C'est quelque chose qui te permettait d'avoir des exonérations de charges, de cotisations patronales sur l'embauche d'un travailleur. Et quelques années plus tard, on a créé le TESA. Pareil, un nouveau contrat de travail qui permet d'embaucher des salariés en étant pas « contraint » – ça, c'est le vocabulaire des agriculteurs eux-mêmes – de subir toutes ces normes sociales infâmes qui obligent par exemple de rédiger un contrat de travail. Par rapport à tout le patronat des autres secteurs économiques du pays, le patronat agricole bénéficie déjà, depuis longtemps, d'un émiettement des normes sociales et environnementales. Aujourd'hui c'est un fait, même un employeur de la Confédération paysanne, opposé à l'abaissement des normes sur les pesticides, se satisfait tranquillement de l'émiettement des normes sociales.

ADL : Justement, pendant que tout ce bruit était fait sur la question du Mercosur, d'autres enjeux étaient mis en silence, et des enjeux qui pour le coup, vous concernent plus directement ?

C : Depuis la mobilisation des agriculteurs, quasiment à chaque fois qu'on est en dialogue avec la FNSEA [le syndicat patronal majoritaire], la discussion démarre tout le temps par « c'est pas facile pour nous en ce moment. » Voilà donc ça chouine. Avec cette posture-là, tous les prétextes sont bons pour faire traîner en

longueur les négociations : annulations et report de séances, propositions de négociations en visio. A quel moment ça peut être satisfaisant de négocier sur des enjeux aussi importants en visio avec beaucoup d'interlocuteurs à la fois, déjà que la prise de parole n'est pas toujours simple quand on est en présence les uns des autres.

Depuis cette interview, toutes les dates prévues pour négocier ont été annulées pendant presque 6 mois. Une demi-journée de négociations a été obtenue, la FNSEA n'a toutefois pas jugé utile d'inviter la FNO (représentants de la filière ovine au sein de la FNSEA), elle a insisté sur le fait qu'il fallait avant tout « définir un cadre », nous appelant à faire preuve de « maturité ». Un jeu de pouvoir classique dans ce genre de négociations, qui ne nous empêchera pas d'avancer et de maintenir un rapport de force. Au printemps 2025 , d'autres dates de négociations ont été fixées, pratiquement une par mois.

sgtcgt.noblogs.org : Massif Attaque, Avril 2025 Enregistrement de la discussion publique « Paysannerie » et lutte des classes. Nous avons débattus de la question suivante: *Pourquoi le « mouvement paysan » – tel qu'il se construit **aujourd'hui** – reste un frein, voire une impasse, pour les luttes du salariat agricole ?*